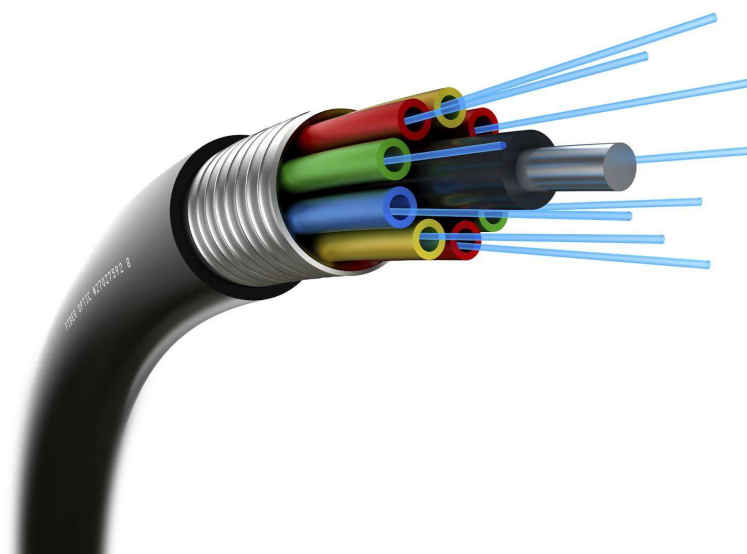


**Avis des services du Conseil Général de la Côte-d'Or relatif à
l'accès à la sous boucle locale cuivre de France Telecom**



1 Préambule

Depuis plusieurs années, le **Conseil Général de la Côte-d'Or** s'est engagé dans une politique ambitieuse de réduction de la fracture numérique, bien qu'il s'agisse d'une compétence optionnelle.

Il s'agit de mettre les NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) au cœur du développement durable du territoire et de permettre le choix du cadre de vie aux habitants.

Du fait de la spécificité de son territoire et de la répartition démographique (70 % de la population résidant sur l'axe DIJON-BEAUNE), la Côte d'Or présente une étendue importante de zones blanches ou grises :

- **106 sites de téléphonie mobile construits dans le cadre du programme zones blanches dont 57 par le Conseil Général, au total 200 communes couvertes,**
- **environ 160 communes blanches ou partiellement blanches à l'ADSL,**
- **140 Zones de Sous-Répartition (ZSR) éligibles à l'offre NRA ZO,**
- **sur un total de 1047 ZSR, 541 éligibles à la solution Montée En Débit (seuil des 30 dB) selon les informations préalables fournies par France Telecom.**

Le Conseil Général de la Côte d'Or a engagé une politique à court, moyen et long terme, qui s'inscrit dans le cadre d'une démarche pragmatique utilisant :

- l'ensemble des techniques disponibles ; xDSL (sur câble cuivre), fibre optique, radio, satellite,
- des modèles juridiques simples, dans le respect tant de l'article L-1425 du Code Général des Collectivités Locales que du Code des Marchés Publics, qui ne mettent pas le Conseil Général à contribution dans la durée.

La politique menée à court terme :

- ADSL : la signature en juin 2004 de la charte Département innovant,
- WIFI : en décembre 2005, l'adoption d'un programme visant à pallier rapidement les carences de couverture de l'ADSL (la carence d'initiative privée n'ayant pas été constatée, l'opérateur local Numéo a déployé son propre réseau et couvre désormais 150 communes du département, soit désormais 2 000 foyers connectés).
- WIFI : l'expérimentation de construction d'un réseau d'initiative publique (dorsale hertzienne à 40 Mb/s symétrique) visant à conforter le service proposé par les opérateurs locaux WIFI.
- Le kit satellitaire subventionné sous conditions : affiner la couverture des territoires, proposer une solution d'accès en tout point du territoire (615 demandes reçues, 421 éligibles, 290 ayant fait l'objet d'une attribution de subvention).

La politique menée à moyen terme

- ADSL : le déploiement d'une solution pérenne par l'offre **NRA ZO** là où la solution radio est inadaptée, en particulier au regard du projet Régional relatif au déploiement d'une solution WIMAX (DSP en cours attribuée par la Région Bourgogne à Altitude Infrastructures) : **10 NRA ZO en cours de construction dont 5 qui seront, d'une part collectés par fibre optique, d'autre part investis par Orange et Free.** Au total, douze communes concernées, soit 3 500 lignes traitées pour un investissement de l'ordre de 1 200 000 € TTC. **Il convient de préciser que la maîtrise d'œuvre de l'opération est réalisée en interne par les services du Conseil Général.**

- Zones d'Activités Économiques : veiller à l'aménagement numérique des ZAE,
- La pose de fourreaux lors des travaux routiers réalisés par le Conseil Général (préparer l'arrivée des réseaux du futur),
- La mise en place d'un SIG performant (en cours).
- L'élaboration en cours d'un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (**SDAN**).

2 Remarques sur le projet de recommandations de l'ARCEP relatives à la Montée En Débit de l'ADSL

2-1 Une solution intermédiaire pertinente sous conditions

De nombreuses communes de Côte-d'Or en zone non dégroupée, non couvertes en WIFI ou WIMAX, sont certes éligibles à l'ADSL mais souffrent d'un débit faible (< à 2 Mb/s).

Pour celles-ci, la réalisation d'un NRA de type MED représenterait une avancée considérable en termes d'aménagement numérique, si toutefois les NRA MED étaient collectés systématiquement par fibre optique aux NRA dit d'origine par l'utilisation, dans le cadre d'une démarche pragmatique, de tous les modes de tirage (en particulier via les fourreaux de France Telecom du fait de la baisse des tarifs d'accès récemment intervenue), NRA d'origine eux-mêmes raccordés à un réseau de collecte cohérent (atteignant des POP ou grands NRA dégroupés, ZAE et sites remarquables).

2-2 Modalités de déploiement des NRA MED

2-2-1 La nécessité de préparer en amont un plan complet de déploiement

Grâce notamment aux informations préalables fournies par France Telecom (récemment acquises par le Conseil Général), il est possible de préparer un plan général de déploiement afin de fonctionner en mode projet à l'instar du programme de couverture des zones blanches en téléphonie mobile (ne pas fonctionner au « coup par coup »).

2-2-2 Critères d'accès à l'offre, modalités de mise en œuvre, réseau de collecte

Certaines Collectivités Locales, dont le Conseil Général de la Côte-d'Or, ont industrialisé le processus de réalisation de NRA ZO et assurent en interne la maîtrise d'œuvre.

Aussi, il conviendrait que les Collectivités Locales puissent mettre en œuvre directement la solution NRA MED. Par conséquent, il serait fortement souhaitable de ne pas la réserver aux seuls opérateurs.

En effet, de nombreuses Collectivités Locales n'ont pas fait appel à un délégataire ou un partenaire privé car elles ne souhaitent pas s'engager dans des modèles juridiques les mettant à contribution dans la durée, celles-ci disposant généralement d'une forte compétence en interne leur permettant de construire des infrastructures par le biais de marchés.

De fait, l'accès au génie civil de l'opérateur historique entre NRA et SR devrait être également accessible aux Collectivités Locales.

Si la réalisation des « contenants » NRA MED et génie civil lié à la reprise de la boucle local était confiée de fait à France Telecom, cela ne serait pas conforme au Code des Marchés Publics (FT n'étant pas la seule entreprise capable de réaliser ce type de prestation).

De plus, le Code des Marchés Publics oblige les Collectivités Locales à l'allotissement, d'une part dans un souci d'équité, d'autre part au regard des coûts (à titre d'information, les coûts proposés par France Telecom liés à la mise en place de contenants NRA ZO sont généralement supérieurs de 30 % à ceux des entreprises concurrentes).

Par ailleurs, si la construction était de fait confiée à France Telecom, cela annihilerait les innovations que les Collectivités Locales pourraient proposer (contenants évolutifs FTTH, etc.)

Cependant, il conviendrait de définir une ingénierie NRA MED « cadre » que les Collectivités Locales auraient obligation de respecter (à l'instar de l'offre NRA ZO).

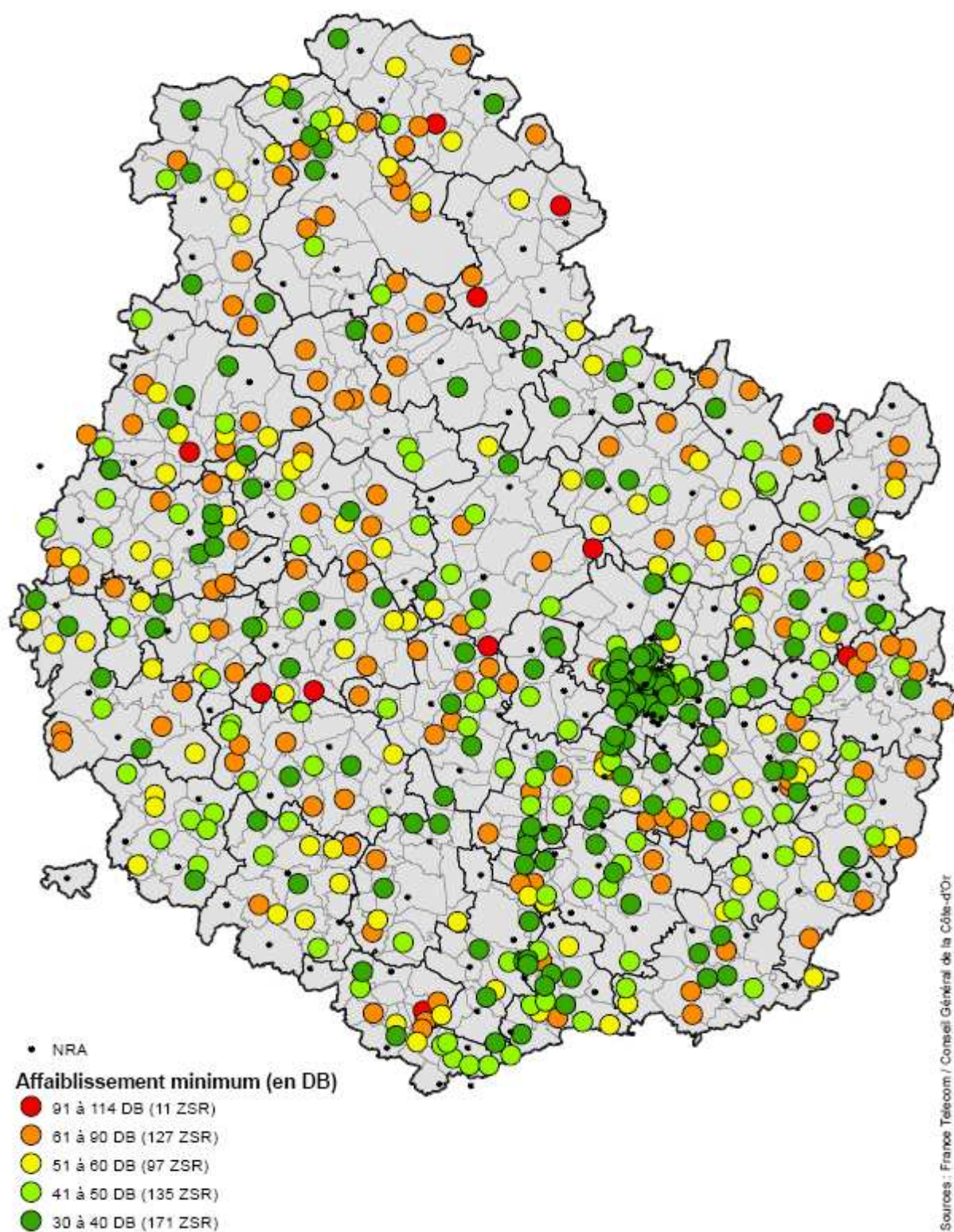
Concernant la collecte des NRA MED :

- favoriser au maximum la fibre optique dans le cadre d'un réseau de collecte cohérent,
- travailler à une ingénierie FO soignée qui prépare au maximum l'arrivée du FTTH.

Enfin, il ne nous semble pas pertinent d'envisager le traitement des ZSR dont l'affaiblissement du signal est inférieur à 50 dB, en revanche, il conviendrait de prioriser celles dont l'affaiblissement est supérieur à 50 dB.

3 Cartes des ZSR de la Côte-d'Or

ZSR éligibles à la montée en débit



4 Exemples de réalisations du Conseil Général



**Contenant NRA ZO de
VILLERS-LES-POTS :**
- shelter lourd pouvant
recevoir plusieurs opérateurs,
- évolutif en SRO ou NRO.



**Contenant NRA ZO de
TIL-CHATEL**



**Première armoire 4
DSLAM installée sur le
territoire national à
PLOMBIERES-LES-
DIJON**



**Prototype contenant NRA
ZO mono ou bi DSLAM
particulièrement adapté
aux zones rurales**

Exemple de tirage d'une fibre optique dans le cadre de la collecte d'un NRA ZO

